

**OSCE Conference on Combating Discrimination and Promoting Mutual Respect and Understanding - Follow-up to the Cordoba Conference on Anti-Semitism and Other Forms of Intolerance
Romania, Bucharest, 7 - 8 June 2007**

Intervention de M. Aurel Vainer, Président de la Fédération des Communautés Juives de Roumanie, Membre du Parlement Roumain, à la Conférence de l'OSCE sur la lutte contre la discrimination et sur la promotion du respect et de la compréhension mutuels

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les représentants des pays membres de l'OSCE,
Mesdames, Messieurs,

Cette conférence, conçue dans le sillon de la Réunion de Cordoue, tellement appréciée pour l'essor qu'elle a donné à la cohabitation démocratique des peuples d'Europe, de ses groupes ethniques et de ses minorités nationales, sera – et je pèse mes mots – un évènement de rayonnement national et international, porteur de nouveaux espoirs.

On parlera dorénavant de l'« esprit de Bucarest » comme l'on parle déjà de l'« esprit de Cordoue », j'en suis bien convaincu.

La Roumanie d'aujourd'hui est naturellement engagée dans la défense des valeurs démocratiques européennes qu'elle partage pleinement avec les autres démocraties, dans la promotion du respect mutuel des peuples, et de ce fait, dans le combat sans relâche contre la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme. C'est là un écart essentiel par rapport à une époque de triste mémoire, où des courants antidémocratiques, assortis de fortes poussées xénophobes, racistes et antisémites, y faisaient la loi.

La communauté juive, de même que d'autres minorités nationales de Roumanie, n'effacera jamais de sa mémoire les persécutions qu'elle a subies pendant la Seconde Guerre Mondiale, les mesures arbitraires qui lui ont infligé de terribles souffrances et qui ont débouché sur la tragédie de l'Holocauste. La Roumanie n'est plus ce qu'elle était dans les années trente – quarante. Nous vivons aujourd'hui dans un pays démocratique dont trois présidents déjà ont officiellement assumé les pages sombres de la Shoah. Aucun parti politique n'agit ouvertement des idées antisémites, ni ne prône l'élimination des Juifs de la vie politique, économique ou sociale. Aucune barrière ethnique ou religieuse n'entrave la participation des minorités nationales, Juifs y compris, à la politique, l'économie, la société et la culture. La communauté juive, de même que les autres minorités, est représentée au Parlement. Les lois roumaines de nos jours protègent les minorités et interdisent les manifestations xénophobes, antisémites, l'intolérance raciale. Bon nombre d'intellectuels roumains – qui jouissent du plus grand respect et dont les opinions marquent les esprits – se déclarent fermement opposés à la judéophobie, à l'antisémitisme ainsi qu'à toute forme de racisme ou de xénophobie.

En particulier, la loi 107 de 2006, qui interdit les organisations et les symboles à caractère fasciste, raciste et xénophobes, ainsi que le culte des personnes coupables de crimes contre la paix et l'humanité, place la Roumanie parmi les pays éclairés d'Europe et du Monde qui ont mis en place un cadre législatif efficace contre la résurgence de ces fléaux.

Il importe de noter que les autorités roumaines ont ajouté un pendant positif à cette prohibition : on n'a donc pas banni le culte des bourreaux sans, du même coup, célébrer la mémoire de leurs victimes.

Les autorités, en effet, mais aussi la société civile, font des efforts remarquables aujourd'hui pour conserver le souvenir de l'Holocauste et surtout pour en faire prendre conscience aux jeunes, en faisant enseigner la vérité sur ce sujet dans les écoles.

Depuis que la Commission d'étude sur l'Holocauste en Roumanie a rendu public son Rapport, en 2004, une Journée de l'Holocauste est commémorée en Roumanie le 9 octobre et, à l'initiative du gouvernement, on a créé l'Institut National « Elie Wiesel », dont la mission est de poursuivre les recherches sur l'Holocauste sur le territoire de la Roumanie. La première pierre d'un Mémorial de l'Holocauste a été posée à Bucarest le 9 octobre dernier, en présence du Président de la Roumanie, M. Traian Basescu.

Cependant, nous continuons d'assister, parfois, à des manifestations qui nous font mal au cœur. Les emblèmes d'un passé raciste et intolérant ressurgissent, ci et là, dans les librairies, sur les écrans télé, dans les kiosques à journaux, ce qui réveille des souvenirs douloureux au sein de la communauté juive, victime de cette époque néfaste. Des articles paraissent qui nient l'Holocauste, incitent à la violence ou menacent de ce qu'ils appellent « un Holocauste vrai et garanti, avec des papiers en règle ».

D'autres fois, c'est les fantômes de l'ancien Mouvement légionnaire qui endossent la chemise verte et passent à la télé sur certains postes, semant l'effroi parmi les vieux Juifs qui se souviennent, eux, des atrocités qu'on leur a fait subir.

De nos jours, des Juifs israéliens, issus de Roumanie, reviennent au pays : ils lancent des affaires, investissent, paient leurs impôts et contribuent au développement économique. On observe, néanmoins, en Roumanie comme ailleurs, une certaine tendance à prendre pour prétexte la situation au Moyen Orient pour relancer la propagande antisémite, en flétrissant Israël et les Israéliens.

Face à ce genre de démarches pour le moins inquiétantes pour la population juive, la Fédération des Communautés Juives de Roumanie et le Député de cette minorité réagissent bien évidemment, en appelant les autorités publiques, en particulier celles qui sont censées appliquer la loi, à réagir à leur tour.

La Roumanie est aujourd'hui sans aucun doute un Etat de droit. Il ne nous appartient pas de juger du fonctionnement de la justice. Mais nous ne pouvons certes pas faire comme si de rien n'était et taire nos appréhensions lorsque nous assistons à une remise en cause de l'histoire. Nous ne voulons pas de ces revenants d'un passé pourri, ni voir se manifester, en dépit des lois, des actes de négationnisme de l'Holocauste qui a coûté si cher aux citoyens de ce pays.

Nous faisons confiance à la démocratie roumaine, à la nature antixénophobe du peuple roumain, au soutien que nous apporte l'élite politique et intellectuelle de notre pays.

La démocratie et le respect des lois que nous réclamons à notre égard, nous entendons les partager avec tous nos concitoyens. Nous sommes solidaires des Roms et de leur lutte contre la discrimination. Nous rejetons l'islamophobie, mais nous nous opposons aussi à tout détournement de la religion à des fins de violence et de terrorisme. Nous sommes solidaires des victimes du régime totalitaire, comme nous le sommes de tous ceux qui, comme nous, l'on a fait souffrir injustement.

Nous sommes fermement engagés aux côtés de l'OSCE dans la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'intolérance, la xénophobie, car nous ne laisserions pas faire à autrui ce que l'on nous a fait.

La Roumanie est sur la bonne voie. En tant que Président de la Fédération des Communautés Juives et en tant que Membre du Parlement Roumain, je l'affirme en toute responsabilité et je m'en réjouis. Tout ce que nous souhaitons c'est que, Dieu aidant, l'amélioration de notre situation continue et que les autorités de l'Etat roumain fassent vraiment leur devoir lorsque les lois roumaines sont transgressées.

En tant que participant à cette importante réunion de l'OSCE dédiée à la lutte contre la discrimination et à la promotion du respect et de la compréhension mutuels, finalement, je voudrais réitérer ma conviction que « l'esprit de Bucarest » s'avérera un digne et efficace continuateur de celui de Cordoue et qu'il va donc stimuler la lutte contre l'antisémitisme et promouvoir l'harmonie entre tous

les peuples, minorités nationales et groupes ethniques d'Europe. J'exprime également ma conviction que les autorités publiques de chaque pays s'en trouveront encouragées à mettre en place et à faire respecter de bonnes lois, afin que chacun vive en paix avec son voisin sur notre continent.

Juin- 7/ 2007